

POLÉMIQUE

WALLONIE

GAÏA ACCUSÉE de demander de l'argent DANS LES ÉCOLES

▶ Une enquête a été ouverte par la ministre de l'enseignement Marie-Martine Schyns

▶ L'association de défense du bien-être animal, Gaïa, qui vient tout juste de fêter ses 25 ans, est dans la tourmente. Le collège des producteurs, une association d'agriculteurs wallons l'accuse de profiter d'animations qu'elle effectue dans les écoles pour faire la publicité de ses produits et demander de l'argent aux élèves. Une enquête vient d'être ouverte par la ministre de l'Enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles, Marie-Martine Schyns.

Chaque année, des représentants de Gaïa se rendent en effet dans des dizaines d'écoles primaires et secondaires pour y donner des animations relatives au bien-être animal. Au total, ce sont près de 12.000 élèves qui sont concernés chaque année. Selon le collège des producteurs, les animateurs en profiteraient pour faire la publicité de leurs produits et d'autres grandes marques. "Ils profitent de leur présence en classe

pour faire la promotion de marques comme Alpro, Quom ou Vivera et font la publicité de leur faux gras. Ce sont donc des publicités commerciales qui sont présentées aux enfants. On est loin d'un simple cours sur le bien-être animal", estime Laeticia Van Roos, chargée de mission au Collège des producteurs.

MICHEL VANDENBOSCH, président de l'association ne nie pas. Il estime même qu'il est dans son bon droit. "On a quand même le droit de parler de la production de foie gras et des alternatives possibles. Je ne comprends pas cette critique !", clame-t-il.

Plus grave encore, le regroupement d'éleveurs accuse l'association de profiter de ses animations dans les écoles pour demander de l'argent aux élèves, ce qui est tout à fait illégal. "Quand ils présentent leurs actions, ils font le lien vers Gaïa Kids, leur site dédié aux enfants où on leur propose de donner quelques euros. Des témoins nous ont égale-

ment dit qu'ils avaient demandé à des élèves de leur donner un euro à la fin d'une animation", explique-t-elle. Une pratique que Gaïa nie complètement. "C'est n'importe

quoi. On propose aux écoles qui le souhaitent de nous donner une petite somme au choix pour couvrir nos frais de déplacements mais c'est tout. Il est arrivé que des professeurs, sur base volontaire récoltent de l'argent auprès des élèves mais on n'exige rien du tout", déclare-t-il.

Mais ces explications ne convainquent pas les éleveurs qui accusent l'association de vouloir les diaboliser. "Pendant le déroulement du cours, ils demandent s'il y a des enfants d'éleveurs dans la salle. Une maman agricultrice m'a contactée parce son fils est rentré de l'école en critiquant son métier. C'est hallucinant qu'on se retrouve avec ça dans un cours de citoyenneté. Je n'aurais pas apprécié qu'un de mes enfants fasse pareil. Se forger un esprit critique, OK ! Mais là ce qu'ils font c'est de la stigmatisation des enfants d'agriculteurs !", dénonce-t-elle.

Contactés par les éleveurs, le ministre wallon de l'Agriculture René Collin et la ministre de l'Enseignement Marie-Martine Schyns ne se sont pas encore positionnés.

Une enquête a cependant été ouverte pour faire la lumière sur l'affaire, nous dit-on du côté du ministre de l'Agriculture.

Maïli Bernaerts

La guerre des chiffres est lancée

NAMUR Les critiques des agriculteurs envers les animations de Gaïa ne s'arrêtent pas à la question des demandes de défraiement effectuées par l'association auprès des établissements scolaires. Certains accusent également l'association de fournir des informations partiales lors de ses animations. "L'association se base sur des chiffres qui ne tiennent pas compte des particularités de l'élevage wallon. Ils se basent sur des données de la FAO (organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) qui ne concernent pas spécialement la Wallonie", estime René Collin. "En Wallonie, les prairies occupent 48 % de la surface utile agricole, l'élevage n'est pas une cause de déforestation mais à l'inverse un garant important du maintien de la biodiversité", indique le cabinet du ministre, qui accuse l'association de donner des informations erronées également en ce qui concerne la quantité d'eau nécessaire pour produire de la viande. "Ils prétendent qu'on économise 1.500 litres d'eau par journée végétarienne. Cette méthode de calcul ne correspond pas à la réalité puisque 90 % des 15.000 litres d'eau utilisés pour 1 kilo de bœuf proviennent de l'eau verte, à savoir l'eau de pluie qui tombe sur les surfaces agricoles et qui tomberait même s'il n'y avait pas de ruminant. De plus, ce chiffre considère que les prairies et les cultures fourragères sont irriguées. Ce qui n'est pas le cas en Belgique."

Sur ce point également, Gaïa s'est défendue. "La Wallonie n'est pas une île isolée du reste du monde. Le problème est global", a rétorqué Michel Vandebosch, président de l'association.

Ma. Be.



· Michel
· Vandebosch
PRÉSIDENT DE GAÏA

"On est dans un pays libre !"

Les éleveurs ont le droit d'aller dans les écoles et nous aussi. C'est ça la liberté de parole ! Je comprends que ça puisse déranger les éleveurs mais c'est comme ça. On est dans un pays libre."

Ma. Be.